

«Une logique de gauche dans l'euro»

Le ministre des Affaires européennes plaide pour la réforme institutionnelle.

Ministre délégué aux affaires européennes depuis juin dernier, Pierre Moscovici participera à un débat sur l'Europe à l'Assemblée nationale, aujourd'hui, moins de deux semaines avant l'important Conseil européen de Luxembourg des 13 et 14 décembre. Interview.

N'avez-vous pas le sentiment d'avoir eu à avaler de nombreuses «couleuvres» en Europe depuis votre nomination ?

On peut toujours voir le verre à moitié vide, moi je le vois surtout à moitié plein. Quand nous sommes arrivés à Amsterdam – reconnaissons-le, un peu par surprise après la dissolution –, l'agenda du Conseil européen était déjà bouclé: confirmation du pacte de stabilité déjà approuvé à Dublin, et un traité que nous n'avons pas négocié, même si nous faut aujourd'hui l'assumer. Nous n'avons pas voulu provoquer une crise: cela aurait été une faute stratégique de créer une crise institutionnelle avec le président de la République, une crise monétaire, financière, et une crise avec nos partenaires. Nous aurions perdu tout de suite notre crédibilité. Nous avons essayé au contraire d'élargir un peu le champ, d'ouvrir la porte.

Mon appréciation du bilan de cette action est positive par rapport à nos valeurs et à nos promesses. Nous voulions un gouvernement économique: il y aura un euro-groupe politique. Nous avons aussi fait en sorte que l'euro se fasse sur une base large, avec les Italiens, les Espagnols... Idem pour le sommet sur l'emploi. Nous voulions un rééquilibrage de l'Europe, mon sentiment est qu'il a commencé. Mais il y a deux choses que je n'oublie jamais: on n'agit pas tout seul dans ces cas-là, et il faut trouver des compromis acceptables par tous.

A votre nomination, on vous a perçu comme le gardien du PS aux affaires européennes, n'êtes-vous pas devenu le gardien de l'orthodoxie européenne auprès des socialistes ?

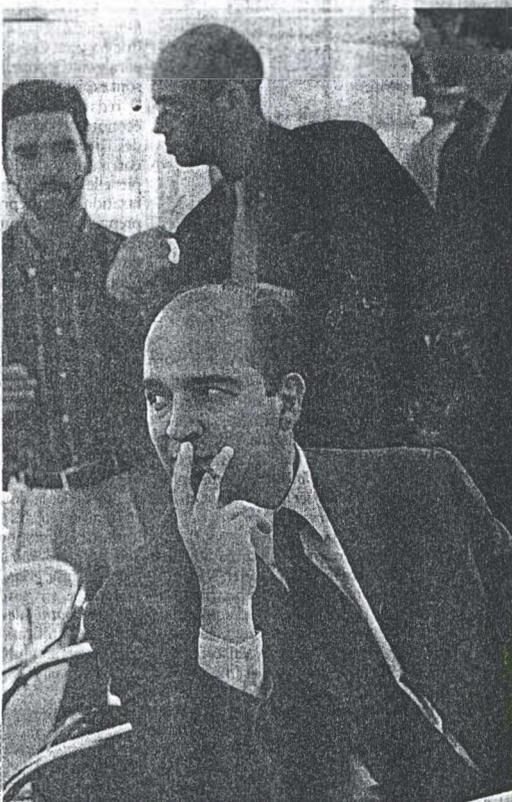
Je n'ai jamais été eurosceptique. Il y a une chose sur laquelle j'ai jadis émis des doutes, c'est sur la pertinence du respect absolu des critères de Maastricht. Je pensais que si ça impliquait des efforts insupportables, comme l'avait dit Lionel Jospin dans la campagne électorale, nous ne devions pas imposer une nouvelle cure d'austérité aux Français. Nous avons pris les mesures adéquates, sans douleur excessive. Il n'y a pas eu de contradiction entre le fait de respecter les 3% et le fait de relancer le pouvoir d'achat et l'économie. Je n'ai donc pas changé d'avis. Pour le reste, j'ai toujours été partisan de faire la monnaie unique à temps, voire plus tôt, parce que je pense qu'il y a une logique de gauche dans cette monnaie: une logique de puissance, une logique antispéculative, de baisse des taux d'intérêt et de relance keynésienne... Je ne me sens pas du tout en contradiction, aujourd'hui comme hier tout a fait européen et tout à fait socialiste.

Sur le «gouvernement économique», la France n'a-t-elle pas revu ses ambitions à la baisse ?

Nous voulions un gouvernement économique. Nous avons compris très vite que les Allemands n'en voulaient pas: ils avaient le sentiment que c'était une lubie française pour empêcher l'indépendance de la banque centrale. Nous avons abandonné l'expression et une certaine partie de la conception. Nous avons cherché une solution acceptable par tous, et conforme à ce que nous voulions. Elle est de faire un conseil informel – ce n'est pas une institution supplémentaire –, visible, et qui aura des attributions étendues. Mon sentiment est que la simple existence de ce conseil va créer une dynamique politique. C'est le pari que nous faisons, nous ne voulons pas aller plus loin ou plus vite que la musique.

L'avènement de l'euro produira-t-il selon vous un choc fédérateur pour l'UE ?

Oui. On est à un moment très complexe. L'Europe a le



Pierre Moscovici conditionne l'élargissement à une réforme institutionnelle.

rendez-vous fondamental de l'euro d'une part, et de l'autre des dossiers extrêmement compliqués et imbriqués, comme la réforme des politiques communes, le financement de l'Union, l'élargissement... Le conseil de Luxembourg II va être très chargé. Dans ce contexte, il y a un élément de dynamisme qui est l'euro, même s'il n'est pas encore possible d'évaluer son effet d'entraînement. Mais ce sera l'Europe au concret. Le transfert de souveraineté va créer quelque chose. Si en plus on met en place des mécanismes de gestion et de contrôle de l'euro qui redonnent du poids au politique, ces éléments peuvent provoquer un boom. Mais attention, il peut aussi y avoir un choc en retour. L'euro court deux risques: le premier était d'échouer avant – il semble conjuré –, le second serait d'implorer après, si on n'était pas capable de combattre ses effets pervers possibles, notamment sur les salaires ou l'emploi. C'est pourquoi il faut un équilibre entre une banque centrale qui ne soit pas toute-puissante et un pouvoir politique.

N'y a-t-il pas un affaiblissement perceptible du «moteur» franco-allemand au sein de l'UE ?

Les choses sont un peu plus compliquées. Le couple demeure, il existe un réflexe franco-allemand. Tous les sommets, sans exception, sont préparés avec eux, et ce sont les seuls avec lesquels nous avons cette démarche systématique. Les Français et les Allemands sont très conscients que l'Europe est en panne s'ils n'agissent pas ensemble. Ne faisons pas comme s'il y avait une crise, ce n'est pas le cas. Nous sommes probablement à une phase un peu délicate, car nos intérêts dans cette période ne sont pas les mêmes. Prenons les principaux sujets de l'agenda: si vous êtes allemand, vous êtes pour l'élargissement le plus rapide possible à un nombre limité de pays – Rép. Tchèque, Hongrie, Pologne –, vous êtes pour la réduction du solde budgétaire de votre pays, et la question institutionnelle ne vous préoccupe pas trop. Vous êtes français: vous êtes pour un élargissement maîtrisé, et les pays qui sont avec vous dans une relation amicale – Roumanie, Bul-

garie... – ne sont pas ceux qui sont le plus en avance, vous êtes pour le maintien des politiques agricoles, structurelles, et des mécanismes financiers actuels, enfin, vous êtes pour la réforme des institutions. Cela montre qu'il y a de vrais débats qui traduisent des intérêts objectivement divergents. Mais il y a des dossiers sur lesquels les choses avancent, comme la coopération industrielle et de défense, et aussi l'emploi. C'est donc un tableau contrasté. Il n'y a pas de problème politique entre la France et l'Allemagne, il y a des problèmes concrets qui se posent peut-être aujourd'hui plus qu'hier, mais qui seront surmontés car nous avons tous la conscience que nous ne pouvons pas faire les uns sans les autres.

La Grande-Bretagne vous semble-t-elle réellement plus européenne sous Blair ?

L'expérience britannique est très intéressante. Ce gouvernement, qui a fait le pari d'entrer dans la monnaie unique, est réellement européen. Si ça se confirme dans les années qui viennent, la Grande-Bretagne sera un partenaire majeur, au même titre que l'Allemagne ou la France. Le jour où la Grande-Bretagne entrera dans l'euro, à mon avis vers 2002-2003, son ancrage européen sera inéluctable.

Quelle est votre vision de l'élargissement de l'UE, notamment à la Turquie ?

Nous pensons que cet élargissement ne doit pas se traduire par de nouvelles fractures en Europe. Il faut absolument que tous les pays soient sur la même ligne de départ. C'est pour cela que nous proposons une conférence multilatérale. Cela ne signifie pas que nous devons ouvrir les négociations avec tout le monde. Mais personne ne doit se sentir laissé au bord du chemin. La France propose que la Conférence européenne inclue la Turquie. Pour des raisons politiques et straté-

giques, bien que nous n'ignorons pas les problèmes de la Turquie et ses difficultés à les résoudre. Nous souhaitons absolument qu'elle s'ancre dans son lien à l'Europe, car l'alternative serait de casser ce qui existe, comme l'union douanière, de la raccrocher définitivement aux Etats-Unis, sans pour autant qu'elle s'écarte de la menace de l'islamisme. En tout cas, l'objection religieuse ne tient pas: l'UE ne doit pas être un club chrétien. Les Allemands étaient très réticents face à la Turquie, mais ont en partie levé leurs objections. Reste l'obstacle grec. Il est important que les Grecs comprennent qu'il en va aussi de leur intérêt.

La France n'est-elle résignée à l'élargissement ?

La France est favorable à l'élargissement pour des raisons historiques: il s'agit de réconcilier les deux parties divisées de l'Europe. Mais en même temps, pourquoi cacher que nous ne souhaitons pas que cet élargissement se traduise par une dilution, et nous y mettons des conditions précises. C'est pour cela que nous ne souhaitons pas dissocier la partie financement de l'UE de la question de l'élargissement. Et pour nous, la question fondamentale reste celle des institutions: on ne peut pas élargir davantage sans qu'il y ait eu auparavant de réforme institutionnelle consistante.

Vous êtes donc prêts à bloquer les adhésions ?

Nous ne concluons pas de traité d'adhésion nouveaux s'il n'y a pas eu de réforme des institutions européennes. Nous ne prenons pas en otage les pays d'Europe centrale et orientale: nous parlons de réformes limitées, ponctuelles, pragmatiques. Si on y met de la bonne volonté, on y arrivera longtemps avant la fin des négociations d'adhésion. Mais si on nous dit qu'il n'est pas question de réformer les institutions, c'est qu'on a une tout autre conception de l'Europe, et la question de l'élargissement se pose parce que l'existence de l'UE et de son fonctionnement se posera tout court. L'élargissement ne peut pas être la destruction des politiques et la dilution du politique.

Récolté par PIERRE HANKE

et JEAN QUATREMER

Italie: série de maires pour l'Olivier Municipales

fructueuses pour le centre gauche.

Résumé de notre correspondant

Bgauche italienne. Quinze jours après le succès triomphal au premier tour des élections municipales de Rome, Venise et Naples, les candidats de la coalition de l'Olivier ont remporté dimanche les maires de Gênes, Catane et Palerme. Dans la capitale sicilienne, le maire sortant Leoluca Orlando a été réélu au premier tour avec près de 60% des suffrages. Le chef de file du mouvement anti-Mafia La Rete a perdu plus de 15% par rapport aux élections de 1993, mais il a tout de même gagné haut la main son pari. Car le plébiscite d'il y a quatre ans s'inscrivait dans la vague d'indignation populaire suscitée par les attentats perpétrés par la Pieuvre, qui avait notamment coûté la vie aux juges Falcone et Borsellino.

«Le résultat de dimanche est le signe que Palerme est redevenue une ville normale», a commenté Orlando. Sans faire de miracle, le premier citoyen de Palerme est parvenu à remettre un peu d'ordre dans la cité. Plusieurs théâtres ont ouvert, de nombreux travaux de restauration sont en cours au centre-ville et l'administration locale semble s'être débarrassée des pratiques mafieuses.

Même constat à Catane, à l'est de la Sicile, où le maire sortant Enzo Bianco a été réélu avec 63% des voix. Gênes vient compléter la moisson du centre-gauche de l'élection, difficile (51% des voix) pour des raisons de dissensions internes, de Giuseppe Pericu.

«Je suis extrêmement satisfait», a indiqué le chef de gouvernement Romano Prodi qui, au bout d'un an et demi de pouvoir, n'a pas été sanctionné à l'occasion de ces élections. A droite, malgré le succès à Vibo Valentia et Caserte, on ne cache pas qu'il s'agit d'une nouvelle «défaite politique» qui ne devrait pas rester sans conséquences pour l'union de l'opposition. Pour l'heure, les principaux responsables du Pôle des libertés parlent de nécessité d'une «période de réflexion», mais le temps des règlements de comptes semble avoir sonné. Le leadership de Silvio Berlusconi pourrait à terme être mis en cause. A l'inverse, la Ligue du Nord a tout lieu de se réjouir. Bien qu'isolé sur l'échiquier politique depuis 1994, date de sa rupture avec le centre-droit, le mouvement sécessionniste conserve ses bastions de Varese et d'Alessandria ainsi que les provinces de Vercence et Côme.

ERIC JOZSEF

L'intelligentsia arabe muette face au drame algérien

Eux-mêmes victimes de l'extrémisme; les intellectuels se taisent.

Le Caire de notre correspondant

Rien, ou presque. Bientôt six ans de guerre civile et pas une pétition, pas un début de mobilisation, pas une manifestation de solidarité. A la place, des mines douloureuses, des airs navrés, des silences réprobateurs. Sur le drame algérien et son cortège d'atrocités, les intellectuels égyptiens en particulier, et arabes en général, sont désespérément muets. Pourtant, on pouvait attendre autre chose de l'Égypte, siège de la Ligue arabe, centre autoproclamé du monde arabe, carrefour des pensées et lieu de passage obligé. «C'est une réalité qui ne devrait pas exister, qui nous nie. Ce qui arrive là-bas est trop déchirant pour qu'on puisse l'admettre, l'analyser, avancer Mohamed Sid Ahmed, le plus respecté des intellectuels et analystes politiques égyptiens. Je me souviens d'un colloque organisé à Alger par le parti de Redha Mélék (Premier ministre algérien en 1993-1994, ndr) et auquel plusieurs intellectuels égyptiens avaient été invités. Personne n'y est allé.»

Vu du Caire, le sujet n'est pas seulement douloureux, il est brûlant. L'Égypte, elle aussi, depuis 1992, est confrontée à une vague de violence islamiste d'une ampleur bien moindre mais qui a engendré un sérieux traumatisme. En Égypte, la montée de l'islamisme et de la violence a poussé intellectuels et artistes dans les bras d'un régime qui les protège tout en les étouffant. Les grandes figures de la gauche contestataire des années 70 comme le romancier Gamal al-Ghitani, le poète Abdel Moati Hegazy ou l'essayiste Ghali Choukri dirigent aujourd'hui des revues financées par le pouvoir, même si elles ne sont pas aux ordres. De plus, l'accès à la télévision, seul



Survivants d'un massacre, près de Larbaa le 27 juillet dernier.

média de masse, est complètement monopolisé par le pouvoir qui ne se gêne d'ailleurs pas pour user lui aussi de la religion afin de se légitimer. «Ce n'est pas seulement de l'indifférence mais de l'impuissance. Comment voulez-vous que nous fassions des pétitions contre la dictature en Algérie alors que nous n'avons pas le droit de faire des pétitions ou des manifestations contre notre propre régime?», s'insurge Adel Hussein, théoricien d'un islamisme réformiste.

Dans un monde arabe divisé, déchiré par des influences et intérêts contradictoires, l'heure n'est plus aux grands élan fédérateurs. La Libye, le Soudan et l'Irak, soumis à la double calamité d'une dictature intérieure et d'un embargo extérieur, ont disparu de la carte intellectuelle du monde arabe. En Tunisie, la liberté d'opinion meurt à petit feu. «Nous, Libanais, sortons d'une guerre civile, mais notre pays n'est toujours pas en paix, explique Nidal al-Achkar, metteur en scène de théâtre. Le Sud est bombardé quotidiennement par Israël, la démocratie est bafouée. En Jordanie, où je vais souvent, les gens sont obsédés par cette paix avec Israël dont ils ne veulent pas.»

roge Sid Ahmed. La tuerie de Louxor, il est vrai, a rendu plus proche encore cette interrogation.

Certains choses bougent, néanmoins: Gamal al-Ghitani, qui dirige le comité des relations interarabes de l'Union des écrivains égyptiens, appelle récemment à un rassemblement d'intellectuels: il a fait paraître dans son journal un texte demandant, pour la première fois, des comptes au pouvoir algérien. Dans son dernier film, *Beni Familia*, qui a fait un tabac à Tunis, le réalisateur Nouri Bouzid rend hommage «à toutes les Algériennes prises au piège d'une guerre d'hommes» à travers le personnage de Fatima, une jeune femme hantée par le souvenir de sa meilleure amie égarée. A Beyrouth, Nidal al-Achkar envisage d'ouvrir pendant un mois son théâtre al-Medina à des pièces, chants et films algériens au printemps prochain.

CHRISTOPHE AYAD
Lire aussi en pages Débats



Yeye Lobota

expulsé de Paris par rétorsion

Le premier conseiller de l'ambassade de France à Kinshasa, Eric Lubin. Hier, le Quai d'Orsay lui a laissé jusqu'à la fin de la semaine pour quitter la France, où ce diplomate «mobuliste» était en poste depuis neuf ans. Inpayé, comme tous ses collègues, par le nouveau comme par l'ancien régime, il attend l'envoi de billets pour repatrier sa femme et ses nombreux enfants.

Arafat rejette le projet de retrait de Netanyahu

Benjamin Netanyahu qualifie ses dernières propositions d'«historiques». Mais, en dehors de sa propre majorité, il a du mal à trouver preneur. L'Autorité palestinienne a rejeté, dès hier, le principe d'un retrait conditionnel des soldats israéliens de Cisjordanie. Au nom de Yasser Arafat, le secrétaire général de la présidence a dénoncé «une tentative d'éluder les engagements signés, d'abandonner le processus de paix et [...] d'éviter les pressions internationales en leur jetant de la poudre aux yeux». Le plan prévoit un seul redéploiement de Cisjordanie au lieu des trois prévus par les accords, et ne précise ni son ampleur ni sa date. En revanche, Arafat doit dans l'intervalle redoubler d'efforts contre le terrorisme, réduire le nombre de ses policiers, extraire les auteurs d'attentats et promulguer une nouvelle charte nationale. «La seule chose que Netanyahu n'a pas encore demandé à Arafat c'est de lui cirer les chaussures», a confié un responsable de la sécurité israélienne à Yediot Aharonot. (C.H.B. (Jerusalem))

La Grèce ne veut pas d'Ankara à la Conférence européenne

Le Premier ministre grec, Costas Simitis, a réaffirmé hier l'opposition d'Athènes à la participation de la Turquie à la Conférence européenne sur l'élargissement de l'Union européenne tant qu'Ankara n'aurait pas accepté le règlement de la question chypriote. Lire aussi en page 8.

Recrudescence des tueries en Algérie

Au moins cinquante-six villageois tués en trois jours.

Cinquante-six morts au moins en trois jours: lentement mais sûrement, les massacres à grande échelle de villageois isolés ont repris après la relative accalmie observée lors du scrutin local du 23 octobre. Vingt-neuf villageois ont été égorés dans la nuit de samedi à dimanche, à Hassi Labed, dans la commune de Daoud, près de Saida, à 400 km au sud d'Alger. Le commando, fort d'une soixantaine d'hommes, aurait attaqué le siège de la gar-

de communale après avoir fait sauter le unique pont menant vers le village. C'est le second massacre de civils en l'espace de trois jours après la tuerie de Souhane, jeudi, près de Larbaa, à 20 km de la capitale, où 27 personnes avaient été égorées à un faux barrage. La recrudescence des exactions à l'ouest du pays marque-t-elle une volonté des groupes armés de frapper dans une région où la pression des forces de sécurité est moins forte que dans l'Al-

gérie? Depuis les grands massacres de l'automne, les offensives militaires se succèdent en effet dans l'Algérie. La dernière en date, dans la région de Larbaa, aurait pris fin samedi et entraîné la mort de 50 islamistes armés. La tuerie de Souhane, qui a eu lieu au lendemain du lancement de cette opération à Larbaa, visait peut-être à desserrer l'étau autour de groupes encerclés par l'armée.